

DIALOGUE SOCIAL

Les soins primaires ont désormais leur fédération

Publié le 16/11/16 - 17h32 - HOSPIMEDIA

Réunir tous les professionnels de santé en soins primaires pour mieux coordonner leur action autour du patient. C'est l'ambition de la Fédération des soins primaires. Elle a vu le jour ce 16 novembre, sous l'impulsion de neuf formations de professionnels. Elle entend parler d'une seule voix et ainsi peser dans le débat public.

C'est bien une naissance qu'ont officialisée ce 16 novembre neuf formations de professionnels de santé, celle de la Fédération des soins primaires (FSP). L'Association nationale des sages-femmes libérales (ANSFL), Action de santé libérale en équipe (Asalée), la Fédération nationale des centres de santé (FNCS), la Fédération française des maisons et pôles de santé (FFMPS), le syndicat MG-France, le Syndicat national des infirmières et infirmiers libéraux (Sniil), l'Union nationale pour l'avenir de la podologie-syndicat national des podologues (Unap-SNP), l'Union syndicale des médecins de centres de santé (USMCS) et l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (Uspo) ont présenté leur nouvelle entité commune.

S'organiser autour du patient

Sa vocation ? Réunir tous les acteurs des soins primaires pour mieux les coordonner autour de leur patientèle en étant ancrés dans les territoires. *"Nous existons parce nous nous retrouvons autour du patient et qu'il faut répondre aux nouvelles demandes de ce patient"*, souligne Gilles Bonnefond, le président de l'USPO. Une manière pour les professionnels de s'organiser de manière plus formelle, en anticipant les coopérations. Renforcer la visibilité des soins primaires, informer les professionnels de santé en matière d'enjeux sanitaires, soutenir les initiatives régionales et nationales, promouvoir le rôle et les compétences de tous les professionnels de santé de soins primaires et permettre la production de données et d'évaluation font partie de ses ambitions. *"Nous voulons décloisonner le système, se parler, travailler en équipe, en intégrant le patient lui-même"*, ajoute Annick Touba, la présidente du Sniil. Dans ce système, chaque professionnel a son rôle à jouer. D'autant que le système ambulatoire du XXI^e siècle reste à inventer, souligne par la suite Richard Lopez, le président du FNCS. La nouvelle fédération a donc du pain sur la planche. Elle entend d'ailleurs prendre son temps et

être "dans le concret" : "Nous ne sommes pas dans une démarche productiviste d'actes, changer le système de santé et une grande ambition qui prend du temps", insiste Richard Lopez. Pour l'heure, aucun contenu n'a donc été dévoilé.

Peser dans le débat public

Cet acte de naissance intervient tout de même à quelques mois des échéances électorales de 2017. La FSP s'en explique : "Cette fédération est pour nous l'occasion de nous retrouver et d'élaborer des positions communes avant de négocier avec les pouvoirs publics. C'est l'idée générale de cette constitution : d'abord créer un corpus commun, ensuite évidemment faire du lobbying", résume Claude Leicher, le président du syndicat MG-France. La FSP précise en outre son intention de permettre la contractualisation des projets impulsés avec les ARS, l'Assurance maladie, à l'échelle nationale, régionale, départementale ou du bassin de vie. Elle se présente ainsi comme un nouvel interlocuteur avec qui il faudra désormais compter. Ses thèmes de prédilections ? Les personnes âgées, les maladies chroniques et les sorties hospitalières. "Il n'est pas normal, dans le cas de la vaccination par exemple, qu'on donne cette possibilité aux pharmaciens sans consulter les infirmiers. Ce genre de démarche ne doit plus arriver", illustre Annick Touba. Parler d'une seule voix pour peser plus dans le débat, tel semble être le credo de la FSP.

Pourtant, autour de la table ce 16 novembre, manquent par exemple les masseurs-kinésithérapeutes ou les chirurgiens-dentistes. "C'est une question de temps : pour intégrer la fédération, il faut passer devant les instances du syndicat ou de l'association concernée", note Gilles Bonnefond. Le président de l'USPO souligne également que cette plateforme est ouverte "à tous ceux qui partagent les mêmes préoccupations et ont envie de faire avancer la coordination des soins." D'autres syndicats ou associations pourraient donc rejoindre le mouvement dans les prochaines semaines. C'est en tout cas la volonté des fondateurs.

Clémence Nayrac

[Ecrire à l'auteur](#)